

AVANT-PROPOS

Ce numéro spécial consacré aux « pratiques administratives en URSS, 1920-1960 », est, pour l'essentiel, issu des Journées d'études internationales (14-15 décembre 2001) organisées sur ce thème par le Centre d'études du monde russe, soviétique et post-soviétique de l'EHESS-CNRS et le Centre de recherches sur l'histoire des Slaves de l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, en partenariat avec l'Institut national d'études démographiques¹. Ces journées ont bénéficié du soutien du Centre national de la recherche scientifique et du ministère de la Recherche.

La présente publication est conçue comme une première étape dans la réalisation du projet collectif, initié par le Centre d'études du monde russe², dont l'ambition est de renouveler les approches de l'État soviétique à travers une socio-histoire des administrations. Privilégiant une étude des parcours des administrateurs et une analyse de leurs pratiques, ce projet se fonde sur un dépouillement important de sources administratives de nature et de provenance diverses (dossiers personnels des départements des cadres, dossiers du NKVD et du parti, décrets gouvernementaux du Centre et des républiques, décisions des instances supérieures du parti, directives ministérielles, etc.). Cette démarche déjà entreprise pour éclairer le fonctionnement d'autres États au xx^e siècle, permet, en s'interrogeant sur la médiation administrative, de mieux évaluer ce qui fait la spécificité des modes de gouvernement en URSS.

Le numéro est structuré autour de trois axes principaux. Le premier — administrations et modes de gouvernement — revisite plusieurs des questions centrales qui ont marqué de longue date l'historiographie soviétique, en particulier la nature des relations entre l'État et le parti et le degré de centralisation et d'efficacité de la « machine bureaucratique » formée d'administrations centrales et locales susceptibles de développer des marges d'autonomie. Les conflits inter-institutionnels, identifiés dans plusieurs études de cas, témoignent du poids que certains secteurs de l'État, notamment en matière économique et militaire, peuvent avoir dans les changements d'orientation de la politique soviétique. Ces conflits montrent par ailleurs la nature très inégalitaire des relations entre administrations et le caractère fluctuant des hiérarchies existantes, les administra-

1. Nous tenons ici à remercier tout particulièrement Marie-Hélène Mandrillon, Dominique de Lapparent, Françoise Mérigot, Dany Faugère et Stéphane Vari pour leur aide à la préparation de cette rencontre.

2. Ce projet collectif est financé par le CNRS (PICS) et le ministère de la Recherche (ACI). Il reçoit des financements complémentaires du Centre d'études du monde russe et de l'INED. Certaines des contributions publiées ici n'ont pas fait l'objet d'une présentation lors des Journées d'études, mais ont été préparées dans le cadre de ce projet collectif.

tions du parti, notamment, n'étant pas toujours favorisées. Certaines contributions proposent aussi des éléments de redéfinition de ce que l'on peut entendre par idéologie et politique dans le système de gouvernement en URSS, en réinterprétant d'un côté les projets réformateurs et technicistes que certains secteurs de l'État et du parti ont tenté de mettre en œuvre et de l'autre la force d'inertie de certaines administrations, notamment au niveau local.

Le deuxième axe — profils et destins des administrateurs — vise à réincarner l'histoire de l'État soviétique à travers l'analyse de trajectoires générationnelles et professionnelles, tant à l'échelle individuelle des responsables et des cadres qu'à l'échelle collective des personnels d'administration. Face à une histoire traversée par des ruptures révolutionnaires et des épurations violentes, l'une des principales interrogations qui guide la démarche biographique porte sur l'appréciation de leurs incidences au sein des différents corps administratifs. Les contributions privilégient en premier lieu les identités professionnelles, les envisageant dans le contexte de leur formation et de leurs mutations, et soulignent la pérennité d'une culture corporative malgré le profond renouvellement des personnels. Elles s'intéressent également à la reformulation des formes de compétence en interaction avec les exigences, fluctuantes, de loyalisme notamment durant la première grande décennie stalinienne.

Le dernier axe — administrations et société — présente, à travers quelques cas d'étude, le rôle d'interface des administrations dans les modalités de contrôle, d'organisation et de connaissance du corps social. En préalable à l'intervention administrative, l'analyse des pratiques met en évidence différentes logiques à l'œuvre dans le classement des individus. La spécificité soviétique provient, semble-t-il, d'une prolifération de catégories hétérogènes, mêlant des critères sociaux et idéologiques, qui aboutit à de nombreuses contradictions et rend largement imprévisible l'action des administrations sur le terrain. Cette spécificité est néanmoins à relativiser au regard de certaines préoccupations plus communes à la pratique étatique, comme l'évaluation du niveau de vie ou la défense de l'ordre public, notamment sous Hruščev.

Les études de cas présentées portent sur différentes périodes de l'histoire soviétique jusqu'à l'ère krouchtchevienne. Elles s'inscrivent, pour les années 1920 et 1930, dans un questionnement historiographique très largement revisité depuis l'effondrement de l'URSS, et qui s'est centré sur une réévaluation des héritages et des recompositions dans le processus d'édification de l'État soviétique. De la révolution jusqu'aux grandes purges, ainsi que le montrent plusieurs des contributions du numéro, les administrations ont été édifiées et remodelées, selon des temporalités à chaque fois différentes et au travers de conflits et d'épurations dont les effets furent souvent violents. Dans les dynamiques analysées pour les périodes de la guerre et de l'après-guerre, les études soulignent d'une part l'empreinte matricielle de la Grande Terreur, et de l'autre, l'émergence et la diversité des aspirations réformatrices ; elles contribuent de ce point de vue à la réflexion menée sur les origines et les limites de la déstalinisation.

Sabine Dullin et Catherine Gousseff